

## **De l'euro aux Monnaies locales complémentaires citoyennes (MLCC) ou comment remettre l'économie à sa juste place...**

Gérard Straumann, A.D.E.S.L, la Graine

**RÉSUMÉ** : La monnaie est bien plus qu'un simple outil économique pour faire fonctionner l'économie de marché, elle est aussi un lien social puissant qui, de nos jours, réunit pratiquement tous les habitants de la planète. Et c'est cette fonction sociale qui caractérise les expériences de monnaie locale complémentaire citoyenne se développant en France depuis une dizaine d'années.

Cela nécessite un détour par des explications économiques sur le fonctionnement monétaire des monnaies de « dette » telles que l'euro, pour en venir à définir tout le positif que peut apporter une monnaie locale, que l'on pourrait dire « de circulation », en vue de dynamiser et de rendre les rouages économiques de proximité plus résilients, plus solidaires, plus humains.

En France, une monnaie locale sera utilisée en parallèle à la monnaie euro, pour les échanges économiques principalement ; mais pourquoi pas, également, afin d'avoir une action sociale de redistribution de pouvoir d'achat à des associations ou à des personnes ciblées.

**MOTS CLÉS** : monnaie, liant social, souveraineté, confiance, mesure des valeurs, productiviste, pouvoir libérateur, monnaie dette, pouvoir d'achat, spéculation économique, spéculation financière, investissement, économie réelle, territoire, redistribution, solidarité, citoyens, empathie, résilient.

La monnaie, que nous utilisons au quotidien, est trop largement méconnue dans sa genèse comme dans ses fonctions.

La monnaie n'a pas toujours été un outil exclusivement économique.

*C'est une norme sociale et politique qui agit selon trois vecteurs :*

– *liant social* :

la monnaie va servir à gérer l'opposition entre l'individu et la société ; pour un chômeur en révolte contre la société qui ne lui propose pas d'emploi, c'est l'indemnité ou le RSA qui vont agir comme une compensation. Une monnaie d'autant plus nécessaire que ce chômeur doit rester un consommateur, pour ses besoins vitaux et pour stimuler le marché ;

– *croyance commune* : la confiance ou croyance commune : croyance dans l'ordre social, garanti par l'État.

La monnaie est liée à un ordre, un pouvoir, qui assure une pacification suffisante des relations sociales ;

– *signe de souveraineté* : cela rejoint la notion de pouvoir et d'ordre mais davantage à l'encontre de l'extérieur, des autres pays, et la monnaie reste un outil de gestion des relations internationales, basé sur la puissance économique, toujours quelque peu reliée au pouvoir militaire.

*La monnaie comporte trois fonctions économiques constituant l'huile qui lubrifie les rouages de l'économie productiviste depuis trois siècles :*

– *instrument de mesure des valeurs* : c'est une unité de mesure, variable dans le temps et dans l'espace, en fonction de données objectives, économiques (quantités en circulation, niveau général des prix, demande d'utilisation de cette monnaie par rapport à une autre) et subjectives, sociales et politiques (la confiance en l'économie d'un pays) ;

– *intermédiaire des échanges* : elle évite les inconvénients du troc. Cela suppose que tout le monde reconnaisse son « pouvoir libérateur », littéralement, « se libérer d'une dette ». *La monnaie est une reconnaissance de dette, ou plus simplement une dette.*

Lors d'un échange économique, la personne qui vous cède un objet ou vous rend un service acceptera en échange un billet ou une écriture bancaire stipulant que vous lui devez une certaine somme. Et, en possession de ce signe monétaire, cette personne pourra se faire remettre tout autre bien en se défaisant à son tour de cette dette, qui circule alors entre les acteurs économiques ;

– *réserve de pouvoir d'achat* : la monnaie permet de conserver le produit de son travail, de l'accumuler même. En bref, elle permet l'épargne.

Mais cette « monnaie dette », comme l'appellent les économistes, est alors progressivement déconnectée de tout contexte sociétal. Elle passe alors d'une société à l'autre, d'un continent à l'autre, sans lien avec le vécu quotidien des populations, en véhiculant la seule loi du marché.

C'est cette fameuse « loi du marché » – offre/demande/prix – que les économistes ont fait reposer sur une définition technocratique de la valeur, en ne retenant que la seule valeur d'échange, ignorant la valeur d'usage, qui est pourtant bien plus proche de notre vie quotidienne.

Pour la majorité d'entre nous, une monnaie sert avant tout à échanger le fruit de son travail (payé en monnaie) contre les biens et services dont nous avons besoin au quotidien : il s'agit donc des deux fonctions « unité de valeur » et « intermédiaire des échanges ».

La fonction « réserve de valeur » n'intervient pas, sauf quand il nous faut emprunter une grosse somme pour acquérir un logement, laquelle sera remboursée par notre travail futur. Cependant, dans l'économie actuelle, la fonction « réserve de valeur » vient perturber les deux premières puisqu'une partie très importante de la monnaie en circulation est utilisée pour ce seul usage, réserve de valeur.

Et il ne s'agit que faiblement de financer l'immobilier, les investissements des entreprises et la création d'emploi ; il est surtout question de transactions à des fins spéculatives.

La partie de la monnaie utilisée comme réserve de valeur est celle que nous laissons un temps donné sur un compte en banque. À partir de là, en attendant qu'elle constitue un

jour notre apport pour un achat immobilier, elle nous échappe, pour servir les intérêts des spéculateurs dans l'économie réelle et financière.

Il faut distinguer deux types de spéculation : économique et financière. Une « bonne » et une « mauvaise », en quelque sorte... si ce n'est que les deux sont intimement liées :

– *spéculation économique* :

« Dans le domaine économique, la spéculation est le fait de prendre aujourd'hui des décisions sur la base d'un état économique futur et hypothétique afin d'en retirer un avantage<sup>2</sup>. »

Exemple : un *trader* en café achète des récoltes de cette denrée un an avant qu'elles se fassent (à un prix donné) pour proposer aux torréfacteurs un prix donné stable sur l'année à venir ; c'est pour cela que le prix de notre paquet de café ne varie pas du simple au triple comme le cours mondial du café.

Le commerce équitable fait la même chose, mais vis-à-vis du producteur, pour lui assurer un revenu décent, quoi qu'il arrive ;

– *spéculation financière* :

« Dans le domaine de la finance, la spéculation est une opération financière qui consiste à tirer profit des fluctuations des prix du marché afin de réaliser des plus-values plutôt que de satisfaire aux besoins d'une activité réelle<sup>2bis</sup>. »

La différence est faible, et tout tient dans l'expression « plutôt que de satisfaire aux besoins d'une activité réelle ».

Mais ce type de spéculation représente des centaines de fois la quantité de monnaie utilisée pour l'économie réelle. Et lorsque les spéculateurs ont pris trop de risques et qu'il existe un lien entre les deux types de spéculation (le risque « systémique »), l'économie réelle, et souvent également les contribuables, en pâtissent, comme lors de la crise de 2008.

### **Pourquoi des monnaies locales, complémentaires et citoyennes ?**

La réponse tient en deux phrases : l'euro, une monnaie de plus en plus mondialisée, est devenu la deuxième monnaie la plus utilisée pour la spéculation nocive. De plus, les banques françaises développent de plus en plus leurs activités financières, « bonnes et mauvaises », à l'échelle mondiale, plutôt qu'européenne ou nationale.

Cela entraîne que toutes les variations de change ou tous les déplacements importants de monnaie euro interfèrent avec l'économie réelle d'un petit pays tel que la France (2,4 % du PIB mondial).

Cette monnaie dette, sorte d'équivalent universel, est de plus en plus le jouet des seules logiques de marché, plus ou moins déconnectées des besoins de l'économie réelle. Elle n'est même pas mobilisable pour lutter contre les défis climatiques et écologiques planétaires actuels.

Il faut aller vers une monnaie bien plus « écologique, sociale et politique », au-delà de « l'économique ».

### **La monnaie, un levier pour l'homme et la planète**

Aujourd'hui, face aux défis qui nous attendent, environnemental et climatique, mais aussi social et politique avec la croissance des inégalités, l'économie « financiarisée » ne peut plus fonctionner d'une manière autonome.

Son fonctionnement doit à nouveau être « enchâssé » dans le social et le politique et, fait nouveau par rapport à l'analyse de Karl Polanyi, il faut tenir compte des analyses scientifiques concernant le climat, la biodiversité, la raréfaction des ressources et la pollution – notamment chimique.

Et les notions de base constituant le squelette de notre économie doivent être revisitées : les prix, les marchés, la concurrence... et aussi la monnaie.

La monnaie est un fil solide qui nous réunit tous depuis très longtemps, et qui nous relie à présent à l'échelle planétaire.

La monnaie qui nous relie mais dont seuls quelques-uns tirent les ficelles ; la monnaie qui, parfois, nous étouffe, nous les individus endettés, comme les États endettés...

La monnaie, un lien qui ne doit plus être un outil exclusivement au service de l'économie de marché mondialisée et financiarisée, mais un fil servant à tisser de nouveau des morceaux de territoire, des villes, des campagnes, des projets, pour une économie sociale, solidaire et écologique.

La monnaie, une monnaie relocalisée pour redynamiser les productions et consommations sur un territoire, pour des relations économiques constructives et bienveillantes.

Le philosophe Bruno Latour pose la question suivante : « Êtes-vous capables de définir ce qui vous permet, vous, de subsister ? Et cette liste des conditions de subsistance définit le territoire que vous habitez... Ce n'est pas l'espace qui définit un territoire, mais les attachements, les conditions de vie<sup>3</sup>. »

Relocaliser l'économie n'est en rien du protectionnisme, mais juste une appropriation de tout ce qui nous permet d'agir dans notre quotidien face aux dévastations sociales et écologiques.

Et la monnaie qui nous a échappé est un outil à reconquérir par les citoyens.

La monnaie devient alors *locale et citoyenne* :

- créée par les citoyens réunis dans un réseau associatif ;
- utilisée exclusivement pour les échanges et non pour la spéculation ;
- dépensée uniquement pour l'achat de certains produits et services, ceux qui n'augmentent pas les blessures infligées à la biosphère, ou qui essaient de diminuer les inégalités ;
- complémentaire à l'euro ; mais même avec une parité fixe de 1 unité de monnaie locale = 1 euro, elle ne tombe pas dans la spirale de « l'argent pour l'argent », les prix en monnaie locale étant très faiblement dépendants de la variation des prix sur les marchés mondiaux<sup>4</sup> ;
- parfaitement légale<sup>5</sup>.

## **Une monnaie locale complémentaire citoyenne**

À Montpellier, c'est la Graine ; à Toulouse, la Sol violette ; à Bayonne, l'Eusko ; à Nîmes, le Krokos... Ainsi, on recense déjà plus de 50 monnaies locales sur le territoire français<sup>6</sup>.

Le pouvoir monétaire concentré entre les mains de quelques-uns est en économie ce que le pouvoir politique accaparé par quelques-uns est en politique : une dictature. Car le pouvoir monétaire renvoie au pouvoir sur les investissements, donc sur les technologies et les produits du futur, et par conséquent sur la société du futur.

De plus, la monnaie dette ou monnaie de crédit est une éternelle fuite en avant, puisqu'il faut bien rembourser les dettes apparaissant sans cesse. Et cela passe par la croissance économique qui met nos sociétés de consommation et de prédation sous perfusion. Cette fuite en avant doit à présent être freinée face aux limites de la planète et aux équilibres du vivant.

Une monnaie locale est faite pour rendre du pouvoir monétaire à celui qui l'utilise. En faisant ses achats en monnaie locale, le consomm'acteur/la consomm'actrice a une double action :

- le pouvoir de dynamiser l'économie locale, celle des liens quotidiens, celle qui contribue aux emplois locaux ;
- le pouvoir de choisir des biens et des services bénéfiques à l'homme et à la planète ; des produits qui correspondent à un cahier des charges, avec l'attribution d'un agrément par un comité de citoyens démocratiquement élus.

Cette monnaie permet à chacun de réaliser une partie de ses achats en tissant les fils d'une économie réelle qui nous relie les uns aux autres. Les relations humaines sont faites de don, de partage et d'échange ; malheureusement, l'échange mondialisé, sans autre marqueur que les monnaies dette, supprime toute référence à des valeurs de solidarité et de coopération, de respect de la Terre et de sobriété écologique.

En fait, nul ne se saisira d'une monnaie locale à des fins spéculatives en opposant une monnaie à une autre, ni pour faire des opérations sur les marchés financiers, puisque personne n'en voudra en dehors d'un territoire donné.

Cependant, une monnaie locale peut servir à des investissements dans des activités et projets conformes au cahier des charges qui lui est lié. Cela est possible grâce à la juxtaposition de deux caractéristiques :

- le cadre légal impose que toute mise en circulation d'une monnaie locale donne lieu à un dépôt de garantie en euros d'un montant équivalent sur un compte en banque ;
- une Convention nationale avec la Nef, une banque éthique<sup>7</sup>, stipule que cette banque s'engage à accorder des prêts d'un montant au moins du double du montant du dépôt à des opérations fléchées « écologique et solidaire ».

Nous disposons donc là d'un moyen de financement pour inventer l'alter-monde de demain.

Une monnaie locale permet de rendre visible les liens vitaux qui relient le consommateur au boulanger, puis le boulanger au meunier, puis le meunier à l'agriculteur... Et cela constituera une boucle, puisque tous les commerçants et tous les producteurs sont aussi des consommateurs.

Cette visibilité redonnera du sens à l'échange et donnera à chacun la main pour agir sur le monde de demain, celui de la sobriété heureuse<sup>8</sup>.

Parallèlement à de nombreuses monnaies locales, rendant les économies plus résilientes, il est nécessaire de conserver une monnaie d'échange à l'échelle internationale, telle que l'euro pour l'Europe, voire de se donner les moyens politiques et institutionnels de créer une monnaie mondiale pour la planète.

### **Une monnaie complémentaire dans le domaine social**

Une monnaie locale peut parfaitement devenir un outil d'intervention dans le domaine social, précisément pour une redistribution de revenus directement décidée et organisée par des citoyens intervenant sur un territoire donné. L'objectif affiché est le suivant : décider de l'affectation d'une partie des sommes encaissées par l'association (cotisations, frais de reconversion, dons, subventions...) vers certaines catégories de bénéficiaires, provisoirement ou durablement, en manque de pouvoir d'achat monétaire.

Cela s'effectue par un mécanisme simple, déjà utilisé par certaines monnaies (à Bayonne, à Paris) : lorsque la personne visée change ses euros contre des unités de monnaie locale, on lui attribue plus de monnaie locale que le montant d'euros apporté au change. Par exemple, à Montpellier, 105 ou 110 graines contre 100 euros. Cela va lui donner un supplément de pouvoir d'achat, les 5 ou 10 euros étant financés sur les recettes propres de l'association. Comme la monnaie locale sera dépensée sur des produits locaux et/ou écoresponsables, on transforme en consomm'atrices des personnes souvent peu concernées par ce type de démarche.

Cette redistribution peut aussi être faite vers des associations travaillant dans le domaine de la solidarité, de l'entraide, et de l'aide aux plus démunis.

À la différence des moyens financiers gérés par l'État ou par des collectivités locales, ce type de redistribution est alors orchestré par les citoyens eux-mêmes, dans la transparence et la proximité. Rappelons qu'une monnaie locale est obligatoirement créée et administrée par des citoyens réunis dans une association à but non lucratif, dont c'est la seule activité.

À une époque où l'orientation néolibérale est prégnante, sans doute pour nous donner les moyens de résister à une forte concurrence économique mondiale, l'adage voulant que « l'État ne peut pas tout faire » doit sans doute être compensé par : « Prenons-nous en main pour diffuser un "vivre ensemble" fait de solidarité et d'empathie en actes. »

1. Keith Hart, Karl Polanyi, « Prophète de la fin de l'économie libérale », *Revue Interventions économiques* [en ligne], 38 2008, mis en ligne le 1<sup>er</sup> décembre 2008.
2. et 2bis. <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Speculation.htm>
3. *Le Monde*, 23 juillet 2018, p. 26.
4. La valeur d'une monnaie locale reste stable. Cette monnaie est dépensée par le consommateur, puis passe d'un commerçant à un fournisseur, d'un fournisseur à un producteur, d'un producteur à ses salariés (qu'il peut payer en monnaie locale) ; puis ces salariés, également consommateurs, réenclenchent le circuit. Pour tous les produits qui ne sont pas fortement liés aux variations boursières des cours des monnaies mondiales, leur prix exprimé en monnaie locale reste stable. Les produits exposés à la variation des prix mondiaux ne représentent qu'environ 13-14 % de nos achats (45 % des importations françaises). Par conséquent, 45 % des 33 % de notre PIB qui sont importés viennent hors de la zone euro.
5. L'article 16 du chapitre 5 de la loi sur l'ESS du 31 juillet 2014 rajoute deux articles au chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> du livre III du Code monétaire et financier.
6. <https://monnaie-locale-complementaire-citoyenne.net/>
7. <https://www.lanef.com/> Unique en France, la Nef est une coopérative financière qui offre des solutions d'épargne et de crédit orientées vers des projets ayant une utilité sociale, écologique et/ou culturelle. La Nef est le seul établissement financier à publier chaque année l'ensemble des prêts qu'elle octroie, et ce depuis sa création en 1988.
8. Titre d'un livre de Pierre Rabhi, à commander à cette adresse : <https://www.colibris-laboutique.org/livres/10-vers-la-sobriete-heureuse-9782330026592.html>

**ARTICLE Parue dans la revue française de SERVICE SOCIAL N° 274 - 2019-3**